

Où Quand Comment Et surtout... Pourquoi LE DEVOIR

LISEZ
LE DEVOIR
ET SOYEZ
BIEN INFORMÉ
DE TOUS
LES ÉVÉNEMENTS
QUI MARQUENT
L'ACTUALITÉ!

**Abonnez-vous dès maintenant
afin de ne rien manquer.**

Profitez de notre offre spéciale et recevez le journal du lundi au samedi pour seulement

21 **89\$***
par mois

Téléphonez dès maintenant au
(514) 985-3355 • 1-800-463-7559
pour l'extérieur de Montréal

ou par Internet : **www.ledevoir.com**

*Ce prix est basé sur l'abonnement par virement automatique avant les taxes.
Cette offre est valide dans les secteurs où il y a distribution par camelot.

TOUT COURT TOUT COURT

Solidarité populaire Québec LES SYNDICATS COUPENT LES VIVRES

Les centrales syndicales (CSN, FTQ et CSQ) songent à cesser de financer Solidarité populaire Québec (SPQ), après le retrait du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et du Front commun des personnes assistées sociales.

PAR ANNE-MARIE TREMBLAY

Solidarité populaire Québec existe depuis 1985 et regroupe 127 organisations populaires, étudiantes et syndicales. Au fil des ans, SPQ, qui devait être le lieu de convergence des mouvements sociaux, a mené une commission consultative à travers le Québec sur un projet de société et a établi une *Charte pour un Québec populaire et démocratique*.

Lors du Sommet sur l'économie et l'emploi, en 1996, les composantes communautaires de SPQ, représentées par François Saillant (FRAPRU), s'étaient retirées des discussions à cause du refus du gouvernement de s'engager à adopter un clause d'appauvrissement zéro. Avec le retrait, du Sommet, de la Fédération des femmes et de la Coalition nationale des femmes contre la pauvreté, ce geste avait empêché le premier ministre Lucien Bouchard d'obtenir le consensus que recherchait le gouvernement. Les centrales syndicales avaient, elles, continué les discussions. Depuis trois ans, SPQ avait concentré sa réflexion et son action sur la fiscalité et l'analyse des politiques budgétaires gouvernementales.

«Les exécutifs des trois centrales vont recommander à leurs membres le retrait du financement à SPQ», a annoncé Jocelyne Weelhouse, de la CSQ, lors de l'assemblée générale de Solidarité populaire Québec, le 17 mai dernier. Pour le regroupement, l'enjeu est de taille, puisque plus de 50 % de son budget provient des syndicats. Par contre, il n'est pas certain que les centrales syndicales cesseront d'être membres de la coalition.

L'effritement de l'intérêt des membres régionaux semble la raison principale de ce départ. Les syndicats sont davantage motivés à s'impliquer dans des coalitions ponctuelles, pour des enjeux précis, comme le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté ou la Marche mondiale des femmes, a expliqué Jocelyne Weelhouse.

Un comité évaluera les impacts du retrait des centrales. Il devra repenser le rôle de Solidarité populaire Québec. Plus largement, il s'interrogera sur les enjeux englobant les luttes syndicales et populaires. Le groupe de réflexion soumettra ses recommandations en octobre prochain. □